



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA NIÈVRE

**Préfecture de la Nièvre
Secrétariat Général**

Direction du pilotage interministériel
et des moyens

Guichet unique ICPE
Pôle enquêtes publiques

Tél. 03 86 60 71 46
Télécopie : 03 86 60 72 51

2010-P- 3113

ARRÊTÉ

mettant en demeure Mme la présidente du Syndicat intercommunal d'ordures ménagères (SIOM) de LA MACHINE, dont le siège est situé ZA « La Copine » sur le territoire de la commune de CHAMPVERT (Nièvre), de fournir un dossier de réhabilitation définitif concernant l'ancienne décharge de LA MACHINE,

**Le préfet du département de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement, livre V, et notamment son article L.514-1, 1^{er} alinéa,
- VU** la nomenclature des installations classées définie à l'article R.511-9 du code de l'environnement,
- VU** l'arrêt rendu le 20 décembre 1994 par le tribunal administratif de DIJON, suite à la requête de l'association de défense de l'environnement du Sud-Nivernais, annulant l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 94-P-1682 du 15 juin 1994, ayant autorisé la Société d'Économie Mixte de La Machine (SEMMA) à exploiter la décharge de LA MACHINE,
- VU** l'étude initiale effectuée en mars 2001 par la société FAIRTEC, laissant apparaître un doute sur l'impact du massif de déchets laissé en place sur la nappe phréatique et les eaux superficielles,
- VU** l'étude complémentaire réalisée en juillet 2002 par la même société, faisant ressortir la présence d'une quantité importante de lixiviats,
- VU** les résultats d'analyses effectuées en 2004, montrant une évolution de la composition saline et l'augmentation des sels de fer, traduisant une perte d'étanchéité du massif de déchets toujours présent et contredisant les conclusions des études antérieures,
- VU** la tierce expertise, y compris les différents rapports réalisés par le bureau d'études CSD AZUR, transmis à la DRIRE en date du 11 mai 2009,
- VU** la correspondance de M. le préfet de la Nièvre en date du 9 juillet 2010 adressée à Mme la présidente du SIOM de LA MACHINE, lui demandant de finaliser le dossier de réhabilitation de la décharge,

- CONSIDÉRANT** que par jugement en date du 20 décembre 1994, le tribunal administratif de DIJON a annulé l'arrêté d'autorisation préfectoral n° 94-P-1682 du 15 juin 1994, entraînant par la suite la fermeture de la décharge de LA MACHINE,
- CONSIDÉRANT** que le massif de déchets a été déposé à même le sol, sans barrière de perméabilité en fond de dépôt, au-dessus d'anciens travaux miniers,
- CONSIDÉRANT** que l'étude hydrologique du site fait apparaître des transferts de pollution, aussi bien aux abords immédiats de la décharge qu'en des points plus éloignés, via les travaux miniers,
- CONSIDÉRANT** que des arrivées d'eaux de résurgences minières ont été mises en évidence au droit du site (débits faibles par rapport à la nappe, eaux d'exhaure des puits Baudras, sous le massif de déchets) et à l'aval proche (contribution notable par rapport à la nappe),
- CONSIDÉRANT** qu'il a été mis en évidence des infiltrations notables de lixiviats dans la nappe au droit du massif de déchets, ainsi qu'à l'aval proche du site,
- CONSIDÉRANT** que la qualité des eaux superficielles et souterraines est dégradée en aval du site, et qu'elle est de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement susvisé,
- CONSIDÉRANT** que des émissions de biogaz dues à la dégradation des déchets s'échappent toujours dans l'atmosphère, et notamment du méthane (gaz à effet de serre),
- CONSIDÉRANT** que certains talus présentent, dans plusieurs zones d'accumulation de déchets, des risques élevés d'instabilités,
- CONSIDÉRANT** que les derniers rapports présentés, et plus particulièrement le rapport intitulé « avant-projet sommaire » portant sur les études et maîtrise d'œuvre des travaux de réhabilitation de l'ancienne décharge n'apparaissent pas suffisants à l'élaboration d'un projet final d'aménagement adapté à la situation actuelle de manière pérenne,
- CONSIDÉRANT** que, selon l'article L.514-1, 1^{er} alinéa du code de l'environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,
- CONSIDÉRANT** qu'en regard de tout ce qui précède il est nécessaire d'assurer la réhabilitation du site de la décharge de LA MACHINE,
- CONSIDÉRANT** qu'un délai de quatre mois est jugé suffisant pour satisfaire aux conditions exposées dans la lettre du 9 juillet 2010 adressée à Mme la présidente du SIOM de LA MACHINE et reprises ci-après,
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Nièvre,

ARRÊTE

ARTICLE 1- PRESCRIPTIONS

En application de l'article L.514.1, 1^{er} alinéa, du code de l'environnement, Mme la présidente du Syndicat intercommunal d'ordures ménagères de LA MACHINE est mise en demeure de déposer, sous un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier de réhabilitation définitif pour le site de la décharge de LA MACHINE.

Ce dossier devra *a minima* prendre en considération les enjeux environnementaux suivants :

- limiter la production de lixiviats et les traiter en réduisant, autant que possible, les apports directs et indirects d'eaux dans le massif de déchets, l'impact le plus important de la décharge se situant au niveau du schéma hydrique du site et de ses environs,
- définir le choix d'un système de traitement des lixiviats (principe, mise en œuvre, suivi ...),
- finaliser un suivi de la qualité des eaux superficielles (a minima un point de prélèvement amont, un point aval immédiat après rejet et un point à l'aval éloigné),
- finaliser un suivi de la qualité des eaux de la nappe superficielle (a minima quatre piézomètres, un amont, deux aval immédiat et un aval éloigné),
- limiter les impacts sur l'air (biogaz),
- améliorer l'impact visuel du site (végétalisation).

Il devra également être complété, *a minima*, sur les aspects suivants :

- justification précise et argumentée par des données techniques de la solution de réaménagement retenue. En particulier, les raisons, pour lesquelles une couverture étanche n'a pas été jugée nécessaire, devront être détaillées (impact sur la production de lixiviats) et l'absence de résurgences, au droit de la zone de déchets conservée, devra être justifiée,
- détail des précautions qui seront prises pendant la phase de travaux. Il convient, notamment, de prévoir une caractérisation des déchets déplacés qui, en cas de potentiel polluant important, devront être évacués en filière agréée. Les moyens de gestion des lixiviats et des émissions olfactives (inévitables lors de retournement de déchets), pendant cette période sensible, devront être précisés,
- modalités de mise en sécurité du site (gestion des accès),
- renforcement du suivi de la qualité des eaux superficielles et souterraines : les propositions prévues à l'avant projet sont insuffisantes considérant le fait que le scénario de réhabilitation n'élimine ni la source de pollution ni les voies de transfert. Le nombre et l'implantation de piézomètres devront être justifiés et les prélèvements, dans les résurgences connues, complétés. Le volume de lixiviat estimé devra être précisé,
- proposition de servitudes à instaurer sur les usages de l'eau et du sol.

ARTICLE 2- SANCTIONS

Faute pour l'exploitant ou son représentant légal de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues aux articles L.514-1 1^{er} alinéa, 1^{er}, 2^e ou 3^e du code de l'environnement.

ARTICLE 3- DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

Les dispositions du présent arrêté peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Dijon) par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

ARTICLE 4- NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant ou son représentant légal.

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de LA MACHINE et tenue à la disposition du public. Un extrait comportant notamment toutes les prescriptions du présent arrêté sera affiché pendant un mois à la porte de la Mairie par les soins du Maire.

ARTICLE 5- EXÉCUTION ET NOTIFICATION

Une copie du présent arrêté, notifiée par la voie administrative à Mme la présidente du Syndicat intercommunal d'ordures ménagères de LA MACHINE, sera adressée à :

- M. le secrétaire général de la préfecture,
- M. le maire de LA MACHINE,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne,
- Mme la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations,
- M. le délégué territorial de la Nièvre de l'agence régionale de santé,
- M. le directeur départemental des territoires,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Nièvre,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Nièvre,
- M. le chef de la subdivision de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, de la Nièvre,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

Fait à NEVERS, le 21 DEC. 2010

le préfet

Pour le Préfet
et par son
Le Secrétaire général

Michel PAILLISSÉ